



GRUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES
INITIATIVES DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)
Première Réunion ordinaire de 2021
16 et 17 juin 2021
Virtuel

OEA/Ser.E
GRIC/O.1/doc.61/21
16 juillet 2021
Original: espagnol

RAPPORT FINAL

La Première Réunion ordinaire du Groupe d'évaluation de la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC) s'est tenue les 16 et 17 juin 2021 de manière virtuelle. Elle a consisté en deux sessions plénières. La première session plénière était à caractère public et a permis de réaliser quatre séances de dialogues thématiques dirigés par un animateur, auxquelles ont participé les délégations du GRIC et des intervenants issus de la société civile et du secteur privé afin de discuter des priorités du Neuvième Sommet des Amériques. La deuxième session plénière, qui s'est tenue le 17 juin, était à caractère privé et a réuni 32 délégations des États participants et des institutions du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC). La liste des participants a été publiée sous la cote [GRIC/O.1.doc.77/21 rev. 1](#).

1. Allocution d'ouverture prononcée lors de la première session plénière par M. Dale Eppler, Coordonnateur national des États-Unis pour le processus des Sommets

L'allocution de M. Dale Eppler, Président du GRIC et Coordonnateur national des États-Unis pour les Sommets, a été publiée sous la cote [GRIC/O.1/INF.24/21](#).

Le Président du GRIC a remercié toutes les délégations participant à la Première Réunion ordinaire de 2021 pour leur volonté de faire en sorte que le processus des Sommets demeure un espace de concertation utile et sans exclusive. Il a souligné que les États-Unis sont fiers de démontrer à nouveau leur engagement en faveur du continent américain en accueillant le Neuvième Sommet des Amériques et qu'ils sont prêts à travailler avec tous les acteurs du processus pour promouvoir une croissance économique durable, défendre les valeurs démocratiques et renforcer la sécurité dans les Amériques. Le Président a informé toutes les délégations que le Neuvième Sommet se tiendra en 2022, de manière présentielle, et réunira les dirigeants et d'autres participants issus de toute la région.

Le Président du GRIC a déclaré que les consultations qui ont eu lieu avec les acteurs de la société civile et du secteur privé fourniront une perspective utile pour informer et déterminer le thème et les objectifs du Neuvième Sommet. Il a conclu ses remarques en remerciant le Gouvernement du Pérou, pays hôte du Huitième Sommet et Vice-président du GRIC, pour son rôle moteur dans le processus des Sommets.

2. Allocution du Secrétaire général de l'OEA, M. Luis Almagro

M. Luis Almagro, Secrétaire général de l'OEA, a souligné, dans son allocution de bienvenue aux coordonnateurs nationaux des Sommets, aux représentants des organisations internationales et régionales membres du GTCC, aux représentants des organisations de la société civile et aux acteurs sociaux présents, que cette réunion du GRIC marque de manière plus concrète le début du processus de préparation du Neuvième Sommet des Amériques, à un moment crucial pour la région, qui est confrontée à une pandémie dont l'impact a exacerbé un certain nombre de problèmes structurels.

Il a souligné que l'Amérique latine et les Caraïbes était la région la plus touchée par la COVID-19, avec un creusement des écarts de développement économique et une augmentation des inégalités et du travail informel. Il a fait valoir que la pandémie a entraîné des problèmes majeurs de gouvernance et a créé des facteurs de mécontentement social et des situations de vulnérabilité. Il a déclaré qu'il considère le Neuvième Sommet comme le principal forum multi-acteurs de concertation sur les initiatives de sortie de la crise qui permettent de répondre aux demandes sociales des citoyens de la région.

Le Secrétaire général a souligné le rôle moteur du Gouvernement du Pérou, non seulement dans la préparation et la tenue du Huitième Sommet des Amériques, mais aussi dans la décision de mettre en place, pour la première fois dans le processus des Sommets, un instrument de suivi de la mise en œuvre des mandats convenus. Il a également salué les efforts déployés pour renforcer la coordination des travaux du GTCC, qui se traduisent par un dialogue continu et la mise en œuvre d'initiatives de coopération visant à aider les pays de la région à renforcer les mesures de consolidation de l'intégrité des acteurs publics et privés. Il a souligné que le rôle joué par le GTCC est essentiel à la définition des thèmes de fond du Sommet ainsi qu'au soutien technique et financier fourni aux États dans la mise en œuvre des mandats et initiatives convenus.

Il a fait observer que la participation active de la société civile et des acteurs sociaux a enrichi le processus des Sommets et que les contributions apportées au cours du processus préparatoire favorisent un dialogue plus inclusif et assurent un meilleur plaidoyer auprès des États en ce qui concerne l'exécution des mandats. Il a mis en relief le travail du Secrétariat aux Sommets et a réaffirmé la vocation de cet organe à continuer d'élargir la participation des acteurs sociaux au processus des Sommets, dans le cadre d'un dialogue qui permet de reconnaître la diversité des visions du continent américain sur diverses questions et de progresser dans la formulation de politiques visant à relever les innombrables défis sociaux, économiques, politiques et environnementaux de la région.

3. Dialogues avec les représentants de la société civile et du secteur privé

Groupe de discussion A : Gouvernance, lutte contre la corruption et droits de la personne

Les discussions du Groupe A ont été animées par Linda Maguire, Directrice régionale adjointe pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Les interventions de la société civile ont porté sur la nécessité de renforcer l'autonomie et l'indépendance du pouvoir judiciaire dans ses relations avec l'exécutif afin de consolider l'État de droit. Une attention particulière a été accordée aux processus d'élection des juges de cour suprême et à la mise en place de conseils consultatifs indépendants, conformément aux normes du système interaméricain. Il a également été fait référence à la promotion et au renforcement des législations

nationales en matière de travail afin d'assurer des conditions de travail acceptables. L'accent a été mis sur la nécessité de mettre en place et/ou de renforcer les institutions de lutte contre la corruption et de défense des droits de la personne.

Le secteur privé a souligné que la transparence et la transformation numérique sont au cœur du programme de gouvernance, tout en relevant qu'elles ne doivent pas être analysées de manière isolée mais comme faisant partie intégrante du programme de gouvernance, à l'instar d'autres composantes. Il a été réaffirmé que la collaboration intersectorielle et les partenariats entre le secteur privé, la société civile et les gouvernements sont essentiels à l'obtention de meilleurs résultats. Un appel a été lancé afin que le secteur joue un rôle plus important dans la perspective d'un relèvement économique assorti d'inclusion, ce qui impliquerait d'élargir les investissements aux communautés mal desservies et d'intégrer les chaînes d'approvisionnement traditionnelles qui sont exclues, notamment les petites et moyennes entreprises. L'accent a été mis sur l'importance de faire progresser l'État de droit, en renforçant la transparence et l'accès à la justice ainsi qu'en promouvant des systèmes judiciaires indépendants afin de créer un environnement favorable aux activités des entreprises.

Groupe de discussion B : Réponse et résilience face à la pandémie

Les discussions du Groupe B ont été animées par Dr Marcos Espinal, Directeur du Département des maladies transmissibles et de l'analyse de la santé publique à l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS). La société civile a souligné la nécessité de renforcer les systèmes nationaux de santé afin de prévenir, détecter et combattre les maladies infectieuses et autres urgences de santé publique telles que celle causée par la COVID-19. Elle a également plaidé pour la mise en œuvre de politiques publiques qui tiennent compte de la perspective de genre et qui garantissent l'accès universel aux soins de santé. Enfin, il a été rappelé que la pandémie a mis en évidence les faiblesses des systèmes de santé publique, qui sont essentiels pour la sécurité sanitaire mondiale.

Le secteur privé a ajouté qu'il est essentiel de promouvoir sa participation afin de développer les interventions sanitaires innovantes et de collaborer avec les organismes de réglementation qui sont au service de la population. Il a été souligné que l'adoption de nouvelles pratiques sanitaires à grande échelle nécessite des approches systémiques en matière de planification, de mise en œuvre et de suivi. L'accent a été mis sur l'importance de redoubler d'efforts afin de renforcer les solutions numériques dans le secteur de la santé, ainsi que sur la nécessité de favoriser des aménagements réglementaires pour permettre aux acteurs du secteur de la santé d'élargir la portée de leurs interventions et d'influer ainsi de manière effective sur la prestation des services de santé.

Groupe de discussion C : Changement climatique et développement durable

Les discussions du Groupe C ont été animées par Valerie Isaac, Coordinatrice de l'Unité de durabilité environnementale à la Banque de développement des Caraïbes (BDC), qui a fait observer que le changement climatique reste l'un des plus grands obstacles à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), en particulier en raison de la vulnérabilité de la région aux risques climatiques qui nuisent à la productivité, aux moyens de subsistance et au développement économique. La société civile a demandé que soient élaborés des programmes facilitant la transition des travailleurs touchés par le changement climatique vers d'autres activités, en privilégiant le recyclage professionnel et un soutien substantiel au revenu. L'accent a été mis sur la nécessité de s'assurer que le développement social et économique répond aux défis posés par le changement climatique.

Le secteur privé a évoqué la nécessité d'explorer davantage les ressources énergétiques et d'accélérer ainsi la transition énergétique avec la participation de toutes les acteurs. Une attention particulière a également été accordée aux questions concernant le stockage, l'intégration, l'interconnexion et la distribution de l'énergie. Il a été noté que les énergies renouvelables doivent être largement accessibles à tous les secteurs de la population. En outre, il a été demandé d'intégrer des politiques en faveur de la durabilité et de l'environnement, en soulignant le rôle du secteur privé dans la contribution à la durabilité. Il a été soutenu que ces politiques serviraient de catalyseurs en matière d'adaptation, d'analyse des risques, d'atténuation et de développement commercial afin de faciliter le déploiement d'instruments financiers pour faire face aux impacts du changement climatique. En outre, il a été fait mention de la nécessité de donner la priorité à l'allocation de ressources aux pays les plus vulnérables, notamment les petits États insulaires.

Groupe de discussions D : Croissance économique et inclusion sociale

Les discussions du Groupe D ont été animées par Robert Taliercio, Directeur régional chargé de la croissance équitable, des finances et des institutions pour l'Amérique latine et les Caraïbes à la Banque mondiale. Au cours de cette session, les représentants de la société civile et des acteurs sociaux ont mis l'accent sur la promotion de politiques de développement qui tiennent compte des groupes vulnérables et de la dimension de genre. Ils ont donc appelé les États à renouveler leur engagement en faveur de la promotion du dialogue social pour faire face aux situations de crise et favoriser un relèvement plus inclusif.

Dans son intervention, le secteur privé a relevé qu'il est important de consacrer des efforts politiques à la réduction de la fracture numérique et de favoriser ainsi l'inclusion sociale. Pour conclure, il a été noté qu'il est nécessaire d'élaborer des stratégies politiques pour tirer parti des avantages de la révolution technologique tout en encourageant une large participation à la transformation numérique mondiale.

4. Rapport sur la mise en œuvre de l'Engagement de Lima présenté par le Pérou

Le Rapport sur la mise en œuvre de l'Engagement de Lima présenté par l'Ambassadeur Rolando Ruiz Rosas Cateriano, Coordonnateur national adjoint sur les Sommets, a été publié sous la cote [GRIC/O.1/INF.21/21](#).

Lors de sa présentation, il a souligné les progrès réalisés depuis janvier 2019 dans le cadre du Mécanisme de suivi et de mise en œuvre de l'Engagement de Lima, qui a été approuvé par 32 États et vise à promouvoir des stratégies de coopération régionale en matière de lutte contre la corruption. Il a indiqué que 18 pays et 8 institutions du GTCC ont enregistré les avancées obtenues dans l'exécution des mandats de l'Engagement de Lima et que ces contributions ont permis de mettre au point une banque de données sur les bonnes pratiques et les capacités régionales en matière de lutte contre la corruption.

5. Rapport sur les activités du Secrétariat aux Sommets des Amériques et sur les activités du GTCC dans le cadre du suivi de l'Engagement de Lima et dans le contexte de la crise de COVID-19. Exposé de l'Ambassadeur James Lambert, Secrétaire aux questions continentales.

Les remarques de l'Ambassadeur James Lambert, Secrétaire aux questions continentales, ont été publiées sous la cote [GRIC/O.1/INF.19/21](#).

L'Ambassadeur Lambert a fait rapport sur les activités menées par le Secrétariat aux Sommets dans le cadre du processus des Sommets, telles que l'appui continu à la présidence, le soutien fourni aux États membres dans la mise en œuvre des mandats, la coordination assurée en sa qualité de présidence du GTCC, et la supervision de la participation constructive de la société civile et des acteurs sociaux. Il a également souligné son rôle en tant que mémoire institutionnelle du processus des Sommets, y compris dans le cadre du Mécanisme de suivi et de mise en œuvre de l'Engagement de Lima.

Il a noté les efforts renouvelés du GTCC pour fournir un soutien coordonné aux pays des Amériques. Il a indiqué que le soutien fourni par le GTCC est mis en évidence tant par la conclusion du protocole d'accord, qui renforce l'engagement des institutions qui le composent, que par le résumé présenté sur leurs activités. L'Ambassadeur Lambert a également souligné l'impact positif qu'a eu l'intégration, au début de 2019, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'équipe du GTCC composée de 12 institutions. Il a souligné la tenue de 4 réunions des hautes autorités du GTCC en 2020 pour assurer une meilleure coordination des efforts d'assistance dans la région.

Il a indiqué que cette nouvelle dynamique de travail fait du GTCC un outil de soutien important pour la présidence dans la perspective du Neuvième Sommet et a cité des exemples en ce sens. Il a évoqué le rôle des autorités des institutions du GTCC présidant les dialogues entre le secteur privé et la société civile et les acteurs sociaux lors la réunion du GRIC, lesquels dialogues ont contribué à identifier les défis dans la préparation du Neuvième Sommet. Il a également souligné l'inquiétude exprimée par les institutions du GTCC à la Présidence concernant l'impact de la pandémie sur la gouvernance démocratique dans la région.

Enfin, il a mentionné d'autres efforts déployés par le Secrétariat aux Sommets, notamment l'assistance technique fourni aux États membres en matière de lutte contre blanchiment d'argent et les infractions fiscales, des données en libre accès et de l'intégrité de la fonction publique, en collaboration avec d'autres institutions du GTCC, y compris des organes de l'OEA. Il a conclu en exprimant sa reconnaissance au Secrétariat aux Sommets pour le travail qu'il accomplit malgré les difficultés créées par la pandémie.

6. Commentaires des délégations sur les exposés

La délégation du Canada a souligné le soutien apporté au Secrétariat aux Sommets par le versement d'une contribution de 660 000 dollars destinée à renforcer la participation des organisations de femmes au processus des Sommets. Le projet visera à renforcer l'autonomie des femmes et à contribuer au rôle de leurs organisations dans le système interaméricain dans le cadre du processus des

Sommets. Elle a également félicité les institutions du GTCC pour leurs contributions au processus des Sommets et pour leur assistance dans la lutte contre la COVID-19 dans le continent américain.

La délégation de l'Équateur a remercié le Secrétariat aux Sommets pour le travail qu'il accomplit dans le cadre du processus des Sommets et a mis en relief l'approche du nouveau Gouvernement équatorien en matière de lutte contre la corruption. Il a été signalé que le Gouvernement s'efforce de promouvoir les garanties de procédure régulière par le biais de la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Le représentant du pays a également fait état des efforts déployés pour fournir des vaccins aux équatoriens, y compris à la population migrante résidant dans le pays.

La délégation du Guatemala a présenté des aspects du travail que mène son pays en matière de lutte contre la corruption, lequel est axé sur le recouvrement des fonds publics. Il a également souligné la contribution fournie par l'OEA dans le cadre des différents mécanismes de coopération.

La délégation de la République dominicaine a fait rapport sur les progrès réalisés en matière de promotion de la transparence. Elle a souligné le retour d'information obtenue par le biais de la plateforme SISCA pour créer une synergie régionale en matière de lutte contre la corruption. Elle a également signalé que des portails de transparence étaient en cours de création en vue de la transformation numérique et que des mesures étaient prises pour garantir l'accès à l'information.

La délégation de la Jamaïque a remercié le Secrétariat aux Sommets pour le travail qu'il accomplit, en particulier en ce qui concerne le dialogue avec la société civile et le secteur privé, lequel contribue à rendre le processus des Sommets plus inclusif. Elle a souligné que, bien que la pandémie de COVID-19 ait empêché d'obtenir un retour d'information détaillé par la plateforme du Mécanisme de suivi et de mise en œuvre de l'Engagement de Lima, la Jamaïque continuera à travailler dans ce sens.

Les commentaires se sont achevés sur les contributions du Guyana, dont la délégation a souligné que le Gouvernement du pays travaille à la mise en œuvre effective des mandats établis dans l'Engagement de Lima, qu'il procède à une réaffectation de fonds et met en place des partenariats avec le secteur privé afin de promouvoir la bonne gouvernance. Elle a souligné que des mesures sont prises pour renforcer l'indépendance des organes de contrôle et des cellules de renseignement financier afin de leur permettre d'exécuter efficacement les mandats qui leur ont été confiés tout en travaillant à la criminalisation de la corruption.

7. Résultats des dialogues nationaux et présentation des recommandations de la société civile et du secteur privé pour le Neuvième Sommet des Amériques. Exposé de María Celina Conte, Directrice par intérim du Secrétariat aux Sommets des Amériques.

Les remarques de María Celina Conte, Directrice par intérim du Secrétariat aux Sommets des Amériques, ont été publiées sous la cote [GRIC/O.1/INF.20/21](#).

M^{me} Conte a indiqué que, avant la tenue des dialogues, le Secrétariat aux Sommets a organisé des consultations préliminaires (appelées PrepTalks) à l'intention de la société civile et des acteurs sociaux dans 31 pays du continent américain, lesquelles s'appuyaient sur trois documents de réflexion mis à disposition par la présidence en octobre 2020. Elle a souligné que ces sessions ont permis à la

société civile et aux acteurs sociaux de formuler des recommandations concrètes qui ont servi de base aux échanges et aux discussions lors des dialogues nationaux.

M^{me} Conte a fait rapport sur les résultats des dialogues tenus au niveau national entre les coordonnateurs nationaux sur les Sommets et la société civile et les acteurs sociaux dans le cadre de la préparation du Neuvième Sommet. Elle a indiqué que les dialogues ont facilité des échanges utiles entre les représentants de la société civile, les acteurs sociaux, et les coordonnateurs nationaux afin de définir les priorités qui, selon eux, devraient être abordées lors du Neuvième Sommet des Amériques. Elle a souligné que 17 dialogues nationaux avaient été organisés, avec la participation de représentants de 270 organisations de la société civile et d'acteurs sociaux.

Elle a exposé en détail les questions d'intérêt commun ainsi que les problèmes et défis qui constituent une préoccupation pour les citoyens des Amériques et qui ont été identifiés par les participants :

- Dans le domaine *politico-institutionnel*, l'accent a été mis sur l'importance de mettre en œuvre un programme d'action dans les domaines de la lutte contre la corruption, de la transparence et des données en libre accès ;
- Dans le domaine des *droits de la personne*, la nécessité de garantir et de privilégier la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable ainsi que le renforcement de la protection des travailleurs du secteur informel ont été soulignés ;
- Sur le *Plan social*, il a été demandé de formuler des politiques publiques visant à garantir l'accès à une éducation de qualité ;
- En ce qui concerne les questions de *santé publique*, l'accent a été mis sur le renforcement des politiques publiques qui garantissent un accès en temps utile, gratuit et de qualité aux services de santé pour l'ensemble de la population et qui atténuent ainsi les effets de la COVID-19 ;
- Sur le plan *économique*, les échanges ont convergé vers un relèvement économique post-pandémique qui soit durable, inclusif et équitable ;
- En *matière d'environnement*, il a été souligné que les politiques de développement durable devraient donner la priorité au renforcement des mécanismes de gouvernance environnementale qui garantissent la participation des citoyens ;
- En ce qui concerne le thème de la *numérisation*, les discussions ont porté sur la promotion de la numérisation et l'intégration des technologies de l'information dans différents domaines, ainsi que sur la promotion du gouvernement ouvert afin d'améliorer les processus gouvernementaux.

M^{me} Conte a conclu en notant que les dialogues nationaux ont été, pour les représentants de la société civile et les acteurs sociaux, une occasion inestimable d'interagir avec leurs gouvernements dans le cadre du processus des Sommets.

8. Exposé de Rodrigo Contreras, Coordonnateur du Dialogue des entreprises des Amériques, Secteur de l'intégration et du commerce à la Banque interaméricaine de développement (BID)

M. Rodrigo Contreras a souligné que, en vue du Neuvième Sommet des Amériques, deux actions étaient menées concurremment, lesquelles visaient toutes deux à renforcer les consultations

avec le secteur privé afin de promouvoir sa participation au processus des Sommets. Il a rappelé le soutien apporté aux États membres et à leurs secteurs privés respectifs par le biais des dialogues nationaux, dans le cadre desquels les questions prédominantes dans le continent américain ont été identifiées. M. Contreras a réitéré que la BID est au fait des différentes réalités de chaque pays et que les dialogues sont adaptés en conséquence. Il a expliqué que l'objectif des dialogues est de mener un processus d'échanges, ainsi qu'un dialogue robuste et participatif, où diverses voix sont entendues et peuvent alimenter le processus des Sommets.

M. Contreras a souligné que le Dialogue des entreprises des Amériques a entamé le processus de définition des priorités et de formulation de recommandations au niveau du continent américain en vue du prochain Sommet. Il a souligné que cela permet d'assurer un processus de dialogue au niveau technique et ministériel qui contribuera à construire un consensus entre les pays de la région. Il a conclu en réaffirmant son soutien aux États dans les préparatifs pour le Neuvième Sommet.

9. Exposé de Luis Viguria, Directeur exécutif de *Young Americas Business Trust* (YABT)

Les remarques de M. Viguria, Directeur exécutif du YABT, ont été publiées sous la cote [GRIC/O.1/INF.22/21](#).

M. Viguria s'est réjoui de l'occasion qui lui était donnée de présenter les résultats des recommandations formulées par les jeunes pour le Neuvième Sommet des Amériques, compte tenu notamment du contexte créé par la pandémie de COVID-19. Il a fait valoir que la pandémie a eu des effets plus importants sur les jeunes, en particulier les femmes et ceux qui vivent déjà dans la pauvreté. Les recommandations formulées répondaient aux priorités de ce groupe de population, à savoir la lutte contre le changement climatique, la collaboration avec les jeunes pour le développement par l'entrepreneuriat et l'innovation dans le domaine des actions visant le relèvement social, économique et environnemental.

M. Viguria a fait rapport sur l'élaboration et la mise en œuvre du programme *Reto InnovAcción: L'Innovation en action* en tant que réponse à la crise de COVID-19, qui s'inscrit dans le cadre de la 16^{ème} édition du concours sur le *talent et l'innovation dans les Amériques (TIC Amériques)*. Il a indiqué qu'il s'agit d'une initiative multisectorielle mise en œuvre par le YABT, le Secrétariat aux Sommets des Amériques de l'OEA, la Fondation interaméricaine et le Gouvernement des États-Unis par l'intermédiaire du Département d'État, qui encourage la collaboration avec les jeunes afin de soutenir les propositions d'inclusion économique et sociale dans le cadre des efforts déployés par les États membres pour se relever de la crise de COVID-19.

Il a souligné que la première phase du programme a enregistré la participation de 1 312 jeunes de 32 États membres, qui ont mis au point 1 052 solutions dans des domaines prioritaires qui avaient été définis sur la base des recommandations des jeunes eux-mêmes. L'accent a été mis sur les inégalités sociales, la parité hommes-femmes, la participation citoyenne des jeunes et le redressement des industries. L'objectif est de faire en sorte que les États membres et les organisations internationales participant au processus des Sommets accèdent aux propositions et aux contributions destinées aux plans de relèvement des pays de la région.

M. Viguria a réaffirmé qu'il était important de maintenir un processus officiel, efficace et permanent qui assure la participation des jeunes au processus des Sommets et il a souligné

l'engagement du YABT et la volonté des participants au Quatrième Forum des jeunes des Amériques de s'impliquer dans le prochain Sommet des Amériques. Il a remercié le Gouvernement des États-Unis, le Secrétariat aux Sommets des Amériques et la Fondation interaméricaine pour leur soutien à l'inclusion du YABT dans les efforts déployés en faveur de la jeunesse du continent américain.

10. Rapport de la présidence sur les dialogues avec les acteurs sociaux, présenté par Dale Eppler, Coordonnateur national des États-Unis pour le processus des Sommets

L'allocation de M. Dale Eppler, Président du GRIC et Coordonnateur national des États-Unis pour les Sommets, a été publiée sous la cote [GRIC/O.1/INF.23/21](#).

M. Dale Eppler a remercié les coordonnateurs nationaux et les représentants des gouvernements pour leur participation à la première session plénière lors des dialogues. Il a reconnu qu'il existe plus de voix qui doivent être entendues et a souligné que le dialogue avec les groupes intéressés ne doit ni commencer ni s'arrêter à cette réunion, mais qu'il doit y avoir des moyens de continuer à connecter tous les acteurs du processus des Sommets d'une manière constructive et pertinente.

Il a noté que les dialogues ont couvert un large éventail de questions, tels que l'importance pour les gouvernements de répondre aux besoins de leurs citoyens, les demandes de remédier à l'absence d'État de droit dans la région, les recommandations en faveur de l'utilisation de la technologie numérique, la mise au point de technologies qui contribuent à relever de nombreux défis auxquels le continent américain est confronté, et la collaboration entre la société civile, le secteur privé et les gouvernements.

En ce qui concerne le *dialogue sur la gouvernance, la lutte contre la corruption et les droits de la personne*, la présidence a souligné qu'il importe d'être à l'écoute des besoins des populations et de redoubler d'efforts pour promouvoir et défendre la démocratie et les droits de la personne dans l'ensemble du continent américain et pour obtenir ainsi des avancées concrètes sur les questions qui affectent les moyens de subsistance et le bien-être des peuples des Amériques.

En ce qui a trait au *dialogue sur la réponse et la résilience face à la pandémie*, il a déclaré que la réduction des écarts et des inégalités en matière d'accès aux soins de santé, par une plus grande inclusion et un accès accru aux technologies, est nécessaire pour assurer une plus grande résilience dans la région. Il a souligné que la mise en place d'un mécanisme officiel, qui pourrait réunir plusieurs ministères, faciliterait la coordination et les interventions en temps de crise. En retour, elle garantirait des systèmes plus résilients, éliminerait les doubles emplois, permettrait d'évaluer les différents risques, besoins et vulnérabilités, et contribuerait à un accès équitable aux ressources et aux technologies (y compris les vaccins, l'éducation et les technologies de communication).

Pour ce qui est du *dialogue sur le changement climatique et le développement durable*, le Président du GRIC a souligné que l'atténuation des effets du changement climatique et la promotion du développement durable nécessiteront des solutions centrées sur l'humain et devraient inclure une participation significative des jeunes. Il a évoqué la nécessité de concentrer les efforts sur la protection des terres et des ressources naturelles, la garantie du bien-être des personnes (notamment les plus vulnérables), la contribution à la sécurité alimentaire, la réduction de la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles et la décarbonisation de nos économies.

En ce qui concerne le *dialogue sur la croissance économique et l'inclusion sociale*, le Président du GRIC a noté que les économies ont besoin d'une main-d'œuvre dotée de nouvelles compétences et bénéficiant de possibilités de développement, compte tenu de la période de changement technologique rapide. Il a également noté que les groupes vulnérables ont pris encore plus de retard en matière d'éducation en raison de la pandémie de COVID-19.

Enfin, il a souligné que tous les dialogues ont abouti à un large consensus et qu'ils ont permis d'aborder efficacement les défis auxquels la région est confrontée. Il a souligné que de tels défis réclament des partenariats robustes entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé. Il a également estimé que ces dialogues ont été très utiles pour examiner un large éventail de questions qui revêtent une grande importance pour la région ainsi que pour identifier les possibilités de coopération, qui sont au cœur du processus des Sommets.

11. Examen et commentaires du GRIC relatifs aux priorités du Neuvième Sommet des Amériques

Le Président du GRIC, M. Dale Eppler, a donné la parole aux délégations présentes pour entendre les commentaires sur les priorités du Neuvième Sommet des Amériques.

La délégation du Guyana a souligné que, lors du Neuvième Sommet, l'accent doit être mis sur la résolution des problèmes découlant de la pandémie de COVID-19, compte tenu notamment du contexte économique des Caraïbes. Il a indiqué que le Guyana est touché par le changement climatique et l'immigration et que les questions recueillies lors des dialogues avec la société civile confirment ces défis régionaux. Cette délégation estime que le Sommet devrait se concentrer sur les questions relatives au renforcement du secteur de la santé afin de faire face à la pandémie. Il a conclu en déclarant que la priorité devait être accordée à des questions telles que la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'augmentation des ressources financières pour la promotion de la construction de bâtiments durables, le traitement de l'effet paralysant de la dette du continent américain et le renforcement de la gouvernance démocratique.

La délégation du Canada a souligné que le Sommet est l'occasion d'élaborer un programme d'action continental définissant des objectifs régionaux uniques. Il a fait valoir que cet objectif peut être atteint en promouvant la santé, la croissance économique, la protection de l'environnement et la promotion du développement des institutions dans tout le continent américain, dans l'espoir de restaurer la confiance dans les gouvernements et dans leurs institutions. Il a réaffirmé que la lutte contre la corruption est de la plus haute importance pour continuer à travailler à la résolution des problèmes créés par la pandémie de COVID-19. Il a souligné que le Canada soutient l'inclusion d'acteurs non gouvernementaux dans le processus des Sommets.

La délégation du Paraguay a souligné l'importance des enseignements tirés et de la reconnaissance des défis auxquels la région est confrontée. Il a soutenu que c'est ainsi qu'il sera possible d'œuvrer au recul des inégalités, de la pauvreté et de la stagnation.

La délégation de la Jamaïque a fait valoir que la région doit adopter une approche unie pour aborder des questions telles que l'inclusion sociale, la numérisation de l'économie, l'éducation et l'accès aux soins de la santé (y compris l'accès aux vaccins, qui sont essentiels pour le relèvement

socio-économique). En outre, elle a abordé les questions du changement climatique, du relèvement après la pandémie, du règlement des dettes régionales, ainsi que les besoins connexes des groupes de femmes vulnérables.

La délégation du Costa Rica a suggéré d'envisager quatre thèmes dans le cadre de la préparation du Neuvième Sommet. Le premier thème est la gouvernance démocratique et le renforcement des institutions. En deuxième lieu, la délégation a mentionné le relèvement durable, vert et sans exclusive, assortie de transformation technologique et d'innovation, ainsi que l'importance d'appliquer cette nouvelle approche au commerce, à l'investissement, au tourisme et à l'environnement. Concernant le troisième thème, le Costa Rica a également souligné qu'il serait important de mettre l'accent sur la santé et la crise sanitaire, en adoptant une perspective multilatérale. En outre, la délégation a souligné l'importance d'aborder les questions de l'immigration et de la sécurité dans le continent américain comme des phénomènes qui nécessitent des politiques globales prenant en compte les causes structurelles.

La délégation du Brésil a proposé d'explorer un certain nombre de thèmes en vue du Neuvième Sommet des Amériques, notamment les réponses communes à la pandémie, le développement, la démocratie, le renforcement des liens entre les pays du continent, ainsi que la promotion des chaînes de valeur régionales.

Pour sa part, la délégation de l'Argentine a souligné qu'il est essentiel d'aborder la question du relèvement post-pandémique au niveau régional. Elle a également souligné la nécessité de travailler selon une approche collective et solidaire sur les lignes d'action relatives à l'égalité des chances, à la parité hommes-femmes, au commerce et à l'économie.

La délégation de Trinité-et-Tobago a appelé à l'incorporation de visions diverses, ce qui permettrait de donner une approche inclusive au Neuvième Sommet, en accordant une attention particulière à la situation à laquelle l'humanité est confrontée.

12. Remarques finales, questions diverses et clôture de la réunion

En l'absence d'autres commentaires de la part des délégations, le Président du GRIC et Coordonnateur national des États-Unis pour les Sommets a remercié les délégations pour leur participation. Il a ajouté que, compte tenu du nombre de défis et des priorités qui en découlent, ceux-ci seront pris en compte lors de la définition du thème du prochain Sommet. Enfin, il a prononcé la clôture de la réunion le 17 juin à 13 h 00.